

MARCHÉS DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

Marché à procédure adaptée selon l'article L.2123-1 du code de la commande publique



Travaux d'enrochement sur la route forestière de l'Enclus

Forêt domaniale de l'Eygues – Commune de Cornillac

2026-8810-031

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Office National des Forêts
Agence Drôme - Ardèche
Service Forêt

Mai 2026



Sommaire

1.	PREAMBULE.....	3
1.1.	DISPOSITIONS GENERALES	3
1.2.	MODALITES DE LA CONSULTATION	3
1.3.	INTERLOCUTEURS ONF	3
2.	OBJET DU MARCHE	3
2.1.	NATURE ET LOCALISATION DE L'OPERATION	3
2.2.	DELAI DE REALISATION	5
3.	DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT.....	5
3.1.	CONNAISSANCE DU SITE.....	5
3.2.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	5
3.3.	CAS DE L'AFFERMISSEMENT DE LA TRANCHE OPTIONNELLE.....	5
3.4.	CAS DES DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES.....	5
3.5.	POURSUITE DES TRAVAUX APRES ATTEINTE DU MONTANT DU CONTRAT	5
3.6.	RESILIATION DE CONTRAT.....	6
4.	DISPOSITIONS GENERALES DE L'OPERATION.....	6
4.1.	DESCRIPTION GENERALE DE L'OPERATION.....	6
4.2.	ACCES AU CHANTIER	6
4.3.	INSTALLATION DU CHANTIER	6
4.4.	SIGNALISATION	6
4.5.	REPERAGE DES RESEAUX	6
4.6.	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	7
4.6.1.	<i>Pollution</i>	7
4.6.2.	<i>Espèces invasives</i>	7
4.6.3.	<i>Protection contre les incendies</i>	7
4.7.	RESPONSABILITES DIVERSES.....	7
4.8.	SECURITE	7
4.9.	SUIVI DES TRAVAUX	7
4.10.	REMISE EN ETAT DES LIEUX A LA FIN DU CHANTIER / TRAVAUX DE FINITION	8
5.	DESCRIPTION DES TRAVAUX	8
5.1.	TERRASSEMENT POUR LA MISE EN PLACE DE LA SEMELLE DRAINANTE	8
5.2.	MISE EN PLACE DE LA SEMELLE DRAINANTE.....	8
5.2.1.	<i>Description</i>	8
5.2.2.	<i>Qualité et provenance des matériaux</i>	8
5.3.	ENROCHEMENT SEC.....	8
5.3.1.	<i>Description</i>	8
5.3.2.	<i>Qualité et provenance des matériaux</i>	9
5.4.	NETTOYAGE ET REPROFILAGE DU TALUS	9

1. Préambule

1.1. Dispositions générales

Les dispositions de ce Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) viennent préciser celles implicitement applicables des « règles de l'art » et contenues dans le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG Travaux et ses différents fascicules). Les conditions du présent CCTP ne sont pas exhaustives. Le titulaire devra se conformer à toutes les règles de l'art, même si elles ne lui ont pas été expressément rappelées.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des conditions dans lesquelles les travaux doivent être exécutés. Ainsi, toutes les sujétions résultant des travaux sont comprises dans les prix du marché et ne pourront donner lieu à aucune plus-value ou versement d'indemnité, notamment les possibilités d'accès, la topographie des lieux, la nature des travaux à réaliser, les conditions d'organisation et du fonctionnement du chantier, les intempéries, l'altitude, la période pendant laquelle ils doivent être exécutés, le délai d'exécution, etc.

1.2. Modalités de la consultation

La consultation et la remise des offres s'effectuent de manière dématérialisée, via la plateforme PLACE.

La lettre de consultation jointe au DCE présente les modalités de consultation, notamment la date de remise des offres, les critères d'analyse des offres et des précisions concernant une visite facultative organisée en présence de l'ONF durant la consultation.

1.3. Interlocuteurs ONF

La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre est assurée par l'ONF :

Office Nationale des Forêts
Agence Drôme – Ardèche
Service Forêt
16 rue la Pérouse
26009 VALENCE Cedex

Référents du projet :

Mérylie DIACRE – Téléphone : 06.12.40.50.01 – Courriel : merylie.diacre@onf.fr

Sandrine SOUVIGNET – Téléphone : 06.26.06.58.09 – Courriel : sandrine.souvignet@onf.fr

2. Objet du marché

2.1. Nature et localisation de l'opération

Le présent CCTP fixe le cadre de réalisation d'un ouvrage de soutènement par enrochement permettant de solidifier la plateforme par la stabilisation, le soutien et le drainage du talus sur la route forestière de l'Enclus située dans la forêt domaniale de L'Eygues (Parcelle forestière 38) sur la commune de Cornillac. Le talus, faisant l'objet de ces travaux, est localisé dans un lacet et, par conséquent, est à la fois à l'amont d'une route (route inférieure) et à l'aval d'une autre (route supérieure). À la suite d'un glissement, le talus a été nettoyé (évacuation des matériaux du glissement et instables) et reprofilé. Dans un second temps, le présent CCTP prévoit l'évacuation des matériaux issus du glissement du talus à l'amont de la route supérieure (voir *Figure 1 – Localisation de l'opération, ci-après*).

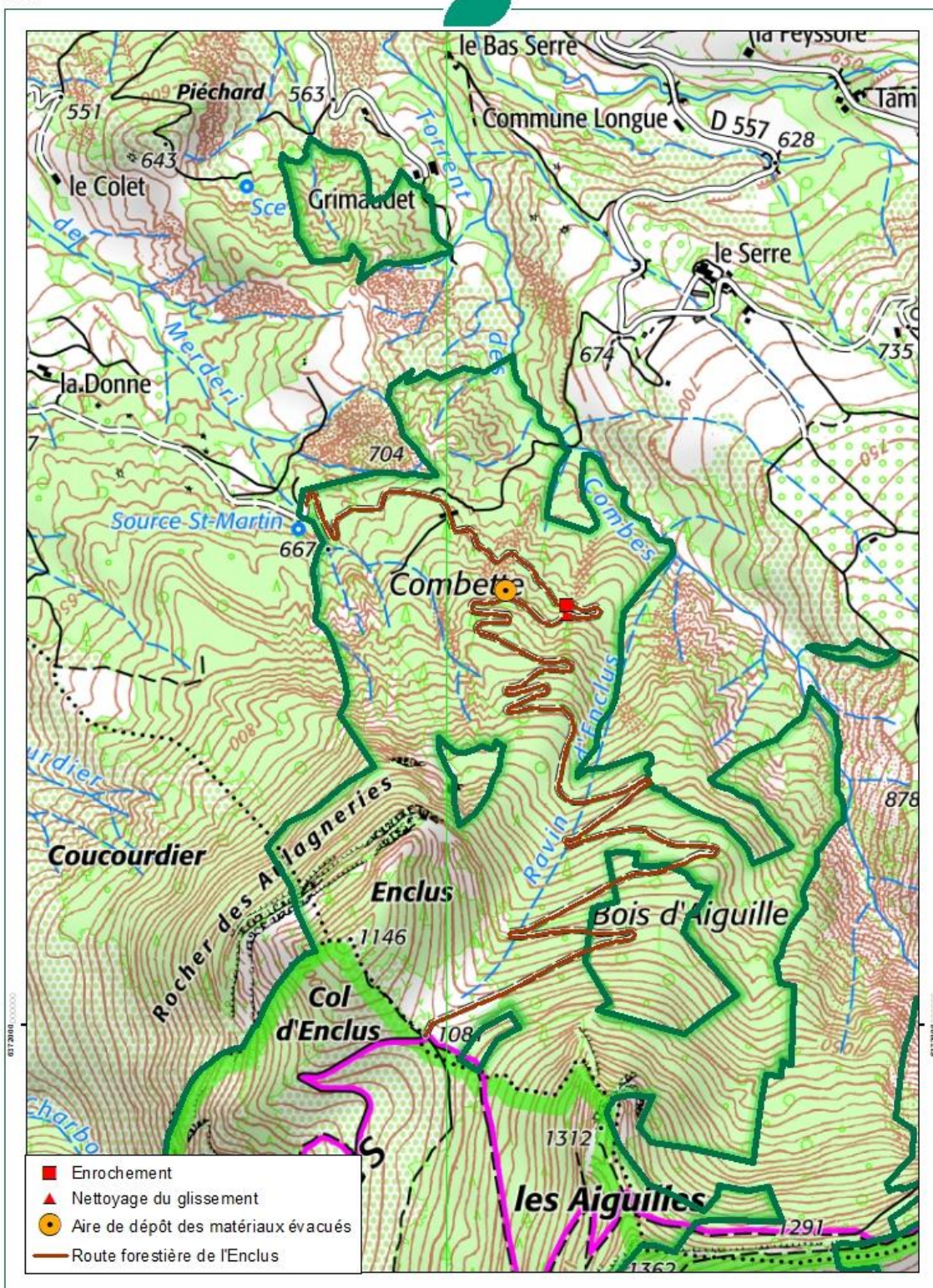


Figure 1 : Localisation de l'opération

2.2. Délai de réalisation

La phase d'exécution des travaux débutera à partir du 1^{er} juillet 2026 et devra impérativement être terminée avant le 15 octobre 2026.

Dans son offre, l'entreprise présentera un planning pour l'ensemble des travaux (tranches ferme et optionnelle).

3. Dispositions générales du contrat

3.1. Connaissance du site

L'entreprise titulaire sera réputée avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes du site et de son environnement, y compris des conditions d'accès.

Une visite obligatoire en présence de l'ONF est prévue à un créneau fixé sur la lettre de consultation.

3.2. Pièces constitutives du marché

Pièces particulières (jointes à la consultation) :

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;

Les éléments composant l'offre du candidat, listés comme attendus dans la lettre de consultation :

- Bordereaux des Prix Unitaires (BPU) ;
- Devis de l'entreprise, selon le contenu similaire à celui du DQE joint à la consultation ;
- Fiche méthodologique complétée valant mémoire technique ;
- RIB à jour.

Pièces générales (non jointes à la consultation) :

Le Code de la commande publique 2019 ;

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés de travaux (arrêté du 30 mars 2021) ;

Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG Travaux et ses différents fascicules).

3.3. Cas de l'affermissement de la tranche optionnelle

Sans objet.

3.4. Cas des dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire.

3.5. Poursuite des travaux après atteinte du montant du contrat

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans un ordre de service signé du maître d'œuvre, ayant fait l'objet d'une validation par le maître d'ouvrage.

3.6. Résiliation de contrat

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG, aucune indemnité de résiliation ne sera due au titulaire. Toutefois, le titulaire peut être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

4. Dispositions générales de l'opération

4.1. Description générale de l'opération

L'objectif de l'opération est de procéder avec :

- Le décaissement nécessaire pour la réalisation de la semelle drainante de l'ouvrage et l'évacuation de la terre du décaissement ;
- La réalisation de la semelle drainante par la mise en place d'un géotextile, puis de matériaux drainants pour former un filtre sous la couche de blocs à poser ;
- L'enrochement à sec par la mise en place des blocs rocheux, selon les règles de l'art, en suivant la pente du talus ;
- Le nettoyage et reprofilage du talus amont de la route supérieure du lacet par l'évacuation de la terre du glissement.

4.2. Accès au chantier

Le chantier est accessible à partir de la route départementale D61 (point GPS : 44.436527, 5.369123), en empruntant la route Le Fillara sur de 1,6 km, puis via la route forestière de l'Enclus sur environ 860 m.

4.3. Installation du chantier

Les aires propices à l'installation du chantier et/ ou du matériel et des matériaux nécessaires au chantier sont disponibles au niveau des surlargeurs des lacets (voir *Figure 1 – Localisation de l'opération*). L'entreprise est libre de proposer, dans la fiche méthodologique de réponse à la consultation, d'autres aires d'installation et de stockage, sous réserve de l'obtention d'un accord préalable avec l'ONF.

Le plan d'installation du chantier sera *in fine* défini en amont du lancement de la phase d'exécution des travaux.

A l'issue des travaux, le titulaire devra remettre en état les emplacements et/ou équipements utilisés.

4.4. Signalisation

La signalisation du chantier sera faite par les soins, sous la responsabilité et aux frais du titulaire, conformément aux dispositions réglementaires.

4.5. Repérage des réseaux

Le titulaire sera chargé de réaliser et déposer la Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) correspondante.

4.6. Protection de l'environnement

4.6.1. Pollution

Le déversement de carburants, lubrifiants, et de tous produits nécessaires au fonctionnement du matériel de chantier est formellement interdit sur le chantier, de même que l'abandon de bidons et autres produits manufacturés. Il est rappelé que les engins thermiques et les cuves d'hydrocarbures doivent être stockés sur des bacs de rétention. L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conduite du chantier pour limiter les risques de pollutions et nuisances. En cas de pollution, il devra impérativement prévenir le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

4.6.2. Espèces invasives

Pendant le chantier l'entreprise réalisant les travaux s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires afin de n'introduire aucune espèce exotique envahissante (EEE) sur le site (vérification de l'origine des matériaux extérieurs utilisés, nettoyer tout matériel et engin avant leur acheminement sur site, etc.).

Le titulaire fera le tour du chantier avant son commencement avec l'ONF pour constater l'absence d'EEE, ou dans le cas contraire, identifier les éventuels foyers déjà existants qui seront balisés avec de la rubalise qui les identifiera pendant toute la durée du chantier.

En cas de développement de nouveaux foyers de EEE devaient survenir pendant le chantier ou dans l'année qui suit la réception des travaux, le titulaire devra assurer le traitement et l'éradication de ces foyers.

4.6.3. Protection contre les incendies

Il sera fait une stricte application de la réglementation en vigueur (code forestier et arrêté préfectoral en vigueur). D'une façon générale, l'emploi du feu est interdit sur le chantier.

4.7. Responsabilités diverses

Toutes responsabilités, telles que les délits forestiers, l'assurance des ouvriers et de tiers à l'occasion des travaux sont à la charge du titulaire.

A l'égard des propriétés particulières éventuellement traversées, le titulaire sera responsable des dégâts et accidents vis-à-vis des propriétés riveraines en dehors ou non de l'emprise des travaux sans qu'il puisse avoir recours contre le maître d'ouvrage. En outre, le titulaire veillera à ne pas laisser le chantier – en fin de journée et le week-end – dans un état susceptible de créer des nuisances.

Les ouvrages qui auront été modifiés ou détériorés par le fait des travaux devront être remis dans l'état où ils l'étaient initialement par les soins et aux frais du titulaire dans les délais prescrits par le maître d'œuvre.

4.8. Sécurité

Les travaux seront réalisés en application du décret 92-158 du 20/02/1992, dans le cadre de travaux de maintenance et sans coactivité.

Un plan de prévention sera établi et cosigné, entre le titulaire et l'ONF, lors d'une visite commune en amont de la phase d'exécution des travaux. Ce plan de prévention a pour objectif de valider l'accès au chantier et d'identifier les risques propres au chantier.

4.9. Suivi des travaux

Le suivi des travaux sera effectué par le maître d'œuvre. Les réunions hebdomadaires de chantier feront l'objet d'un compte rendu écrit et cosigné valant constat contradictoire écrit des prestations réalisées, des résultats des analyses, des anomalies ou erreurs d'exécution

constatées et/ou des décisions contractuelles prises en commun accord.

4.10. Remise en état des lieux à la fin du chantier / Travaux de finition

Conformément au CCAG-Travaux, le titulaire est tenu à la remise en état des lieux et des accès à la fin du chantier. Cependant, par dérogation à l'article 34 du CCAG, les contributions ou réparations dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, seront entièrement à la charge du titulaire.

Ces travaux devront faire l'objet d'une attention particulière, notamment par :

- Le démontage des mesures de protection du chantier et des installations ;
- L'évacuation des éventuels déchets issus du chantier ;
- La remise en état à l'identique des chaussées, clôtures terrains, ouvrages d'art – publics ou privés – affectés par le chantier ou par la constitution de ses accès.

5. Description des travaux

5.1. Terrassement pour la mise en place de la semelle drainante

Sur la longueur de l'enrochement, soit 30 ml, il sera procédé à un décaissement – d'une largeur de 2 ml et d'une épaisseur (profondeur) 1,30 ml – pour la réalisation de la semelle drainante de l'ouvrage.

Les matériaux du décaissement seront évacués et stockés, dans l'aire de dépôt définie, à environ 200 m du chantier (voir Figure 1 – Localisation de l'opération).

5.2. Mise en place de la semelle drainante

5.2.1. Description

Sur les 30 ml, il sera procédé à la mise en place de la semelle drainante par la pose d'un géotextile – recouvrant la totalité de l'interface entre le terrain naturel et les matériaux drainants et blocs rocheux – puis par le remblai en matériaux drainants d'une épaisseur de 30 cm après compactage.

5.2.2. Qualité et provenance des matériaux

Le titulaire transmettra, en réponse à l'appel d'offre, la fiche technique et/ou la provenance des matériaux qu'il prévoit de mettre en œuvre.

- Géotextile

Le géotextile de séparation sera de type non tissé filtrant, de classe 7, avec un grammage de 300g/m².

- Matériaux drainants

L'apport de matériaux de substitution adaptés au projet est nécessaire. Les matériaux à mettre en œuvre seront de GNT 0/40 ou 0/60.

5.3. Enrochement sec

5.3.1. Description

Sur les 30 ml, un enrochement sec suivant la pente du talus sera mis en place atteignant une hauteur 4 ml à partir de la surface du sol. S'ajoute à cette hauteur, une première couche de blocs rocheux enterrée sur une hauteur de 1 m dans le décaissement réalisé (voir § 5.1). Les enrochements seront montés en maçonnerie dont l'appareil en "opus incertum" sera constitué de blocs rocheux tels que définis ci-après au § 5.3.2. Le calage par des "éclats" restant dans le mur est interdit. La densité des enrochements en place sera de 2,1 t/m³.

5.3.2. Qualité et provenance des matériaux

Le titulaire transmettra, en réponse à l'appel d'offre, la fiche technique et/ou la provenance des matériaux qu'il prévoit de mettre en œuvre.

Les enrochements devront provenir de roches saines et non gélives (calcaires massifs non gélifs, granites ou grès cohérents, etc.). Les blocs rocheux devront être homogènes et avoir une bonne résistance au fractionnement (absence de diaclases). Ils seront à angles marqués, de forme voisine du tétraèdre, et de taille comprise entre 0,5 et 2 m³.

Les blocs rocheux de type "plaques" et "barres" seront rejetées (pierres de longueur supérieure à 3 fois la largeur ou l'épaisseur, et avec une tolérance limitée pour les pierres de longueur supérieure à 2 fois la largeur ou l'épaisseur).

La provenance des enrochements devra être précisée au maître d'œuvre afin qu'il puisse effectuer d'éventuels contrôles avant de donner son agrément. Les blocs rocheux devront être réceptionnés par le maître d'œuvre avant la mise en place. Les blocs rocheux, qui ne répondent pas aux critères de granulométrie/morphologie/qualité, seront refusés et évacués par le titulaire, à ses frais, le cas échéant.

5.4. Nettoyage et reprofilage du talus

Sur la route supérieure du lacet, le talus amont sera nettoyé et reprofilé. Les matériaux du glissement seront évacués et stockés, dans l'aire de dépôt définie, à environ 150 m du chantier (voir *Figure 1 – Localisation de l'opération*).



Office National des Forêts

Agence Territoriale Drôme – Ardèche
Service Forêt
16 rue La Pérouse
26009 VALENCE Cedex